Solidaires DOUANES

Journée du 23 mars 2017
Les douaniers sautent sur Clermont !

Avenir de la DGDDI | ***Communiqué***

Urgence sociale

Un rendez-vous national

Le jeudi 23 mars, plusieurs centaines de douaniers AG-CO-SURV issus de toutes les DI de France (en sus d'Auvergne-Rhône-Alpes : Dijon, Île-de-France, Méditerranée, Nouvelle Aquitaine, Occitanie…) s'étaient donnés rendez-vous à Clermont. À l'appel de toute l'intersyndicale, mais avec une participation financière aléatoire de certains d'entre eux ![1]

Leur but ? Le même que depuis 2014, à savoir rappeler leur opposition à la mise en œuvre du Projet Stratégique Douanier (PSD). Le lieu de la manifestation n'avait pas été choisi par hasard puisque l'Auvergne fait figure de laboratoire de mise en œuvre du PSD[2].

La précédente manifestation, à l'automne 2015

Le refus du démantèlement

Mais au-delà des mots, il s'agit de bien comprendre que désormais **nous allons rentrer « dans le dur » de la réforme**. À savoir les fermetures des services et leur inévitable corollaire : le « reclassement » des agents restructurés.

Outre son indéniable succès de mobilisation (800 douaniers présents), la journée de Clermont a permis de **mettre en lumière ce qu'était réellement l'accord dit d' « *accompagnement social* ».**

Signé en mars 2015 par 3 Organisations Syndicales (CFDT, UNSA et USD-FO[3]) il prévoyait, entre autre mesure, que lorsque la dernière structure départementale douane fermerait, les agents restructurés bénéficieraient d'un accès à la structure DGFiP la plus proche (cf. texte de l'*accord mesures 1 et 2*, cette dernière traitant des mouvements inter-directionnels[4]).

La préparation du cortège

Braver la pluie pour sauver la DGDDI

1 Principalement de la CFDT et de l'USD-FO, qui, en de nombreux endroits, ont refusé de participer au financement intersyndical des bus affrétés pour gagner Clermont.
2 Voir notre tract daté du 22 mars : http://solidaires-douanes.org/Rien-ne-les-arrete.
3 SOLIDAIRES, et la CGT, avaient refusé de le signer indiquant qu'il s'agissait d'une manipulation ; la DGFiP ne souhaitant pas accueillir des agents alors qu'elle aussi était en pleine restructuration.
4 Pour plus de détails : http://solidaires-douanes.org/Guide-de-l-agent-restructure

Solidaires DOUANES Syndicat SOLIDAIRES Douanes – 93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS
web : http://solidaires-douanes.org/ **@** : contact@solidaires-douanes.org **tél** : 01 55 25 28 85

Le rejet d'une trahison

Or que constate-t-on ? Tout simplement que la DGFiP refuse d'accueillir nos collègues restructurés. Comme SOLIDAIRES Douanes l'avait analysé, la DGFiP restructure elle-même : environ 2500 postes par an ! Elle ne va pas en plus absorber les douaniers dont le bureau ferme !

Ce marché de dupes, SOLIDAIRES Douanes a refusé de le cautionner et refusé en conséquence de signer cet accord. Cet accord n'avait que pour but de « casser » l'intersyndicale (ce qui avait marché à l'époque) et faire en sorte que les agents se tiennent tranquilles, rassurés sur leur sort.
Signature qui a donné un « signal » au pouvoir politique et à la « haute » administration ! Le « PSD fragmenté » pouvait se mettre en œuvre, les fermetures s'enclencher…

Une saucée ? Peu de chose à côté du typhon qui s'annonce

Les médias étaient de la partie

Le sort de l'Auvergne doit alerter les agents : sous l'effet conjoint de la centralisation des missions (fiscalité et dédouanement), à l'horizon 2020 c'est tout le réseau des bureaux et des DR qui est programmé à disparaître.
En d'autres termes, demain, avec les mêmes dirigeants ultra-libéraux, la présence douanière s'effacera des ¾ des départements de notre territoire.

La DG veut vider les structures en faisant peur aux agents et sans leur proposer d'alternative (la négation en fait du contenu de l'accord social). La haute administration veut des suppressions nettes d'emplois (ne plus avoir à payer les agents). Les programmes de plusieurs candidats à l'élection présidentielle sont éloquents sur ce point.

Preuve de l'urgence de la situation ? Les signataires de cet accord ont demandé le 24 mars à rencontrer en urgence M. Sapin afin de savoir pourquoi l'accord social n'est pas appliqué ! Mais la réponse, on peut la leur donner !
Il n'y a plus de place à Bercy lorsque les fermetures sont décidées, en Douane ou ailleurs. Et c'est bien pour cela que pour SOLIDAIRES Douanes, il ne doit plus y avoir d'hésitation ! **Face aux fermetures qui se multiplient, à la casse sociale qui se profile, la seule solution, c'est la mobilisation !** Empêchons-les ! Gardons ouverts nos bureaux, nos brigades, nos DR !

Invitée (comme les autres formations politiques, absentes) la France Insoumise représentée par Romain Dureau (rapporteur national du programme) a apporté un soutien fort aux douaniers en lutte

Pour conclure

Grâce à la mobilisation des agents, ce 23 mars a été un réel succès.

Mais on reste mobilisés : Non au P.S.D. !
Non au Plan de Suppression de la Douane !

La seule option concevable ? Son retrait !
Les douaniers ne demandent qu'à servir la collectivité.

Aujourd'hui l'Auvergne, demain à qui le tour ?

Paris, le 28 mars 2017